

## Pour une critique de l'idéologie anti-militariste

Jean Barrot - 1975

<http://www.geocities.com/adel0/adel1.html>

L'opinion courante ne découvre l'horreur, l'oppression et l'absurdité du monde que dans leurs aspects inhabituels et non les plus normaux, et jamais dans leurs causes. Les grands accidents du travail, les sévices policiers, les attentats, les tortures, les brimades à l'armée indignent mieux l'opinion publique que les guerres périodiques et permanentes. C'est pourtant l'existence de l'armée qui constitue le fait anti-communiste le plus absolu : la société consacre une partie d'elle même à la destruction des biens et des personnes, et des aspirations et sentiments communautaires de ses membres. Monstrueuse excroissance sur le corps social, l'armée ne fait qu'en pousser la logique à ses limites extrêmes. L'existence de l'armée et du salariat sont inséparables. Qui dit capital dit lutte ( y compris militaire ) entre capitaux pour se valoriser. La destruction « pacifique » et la dénaturation des produits pour sauver le mécanisme marchand sont la règle du capitalisme. La famille tue et dégrade aussi sûrement que l'armée. L'économie d'armement est un des piliers de l'économie capitaliste, et la guerre une phase inévitable entre crise et reconstruction. Gaspillages et massacres prolifèrent sous forme pacifique dans la société civile. Un monde qui transforme tout en marchandise à vendre et doit détruire ce qui ne peut être vendu, doit également reposer sur le terrorisme permanent, en particulier par le chantage à l'extermination atomique. Armée et salariat tendent l'un comme l'autre à éliminer ce qu'il y a d'humain en nous : le fait de transformer ce qui nous entoure et de nous transformer par là-même. Simple moyen de gagner sa vie pour vivre ensuite, le travail salarié nous rend indifférents au contenu de notre activité, et ainsi étrangers à nous mêmes et aux autres. L'armée va plus loin dans le même sens : l'activité qui s'y exerce consiste à détruire, et à tuer ce que nous vivons de commun entre nous et l'humanité.

Le travail salarié apprend à ne plus ressentir de communauté que dans la limite étroite de l'entreprise. L'Etat ( et sa force militaire ) apprend à ne plus vivre en communauté que dans le cadre de l'Etat national. Embrigadement militaire et discipline d'usine sont donc indispensables puisque l'activité qu'elles organisent s'oppose à l'être social des hommes qui s'y retrouvent. On ne détruira l'armée qu'en éliminant sa raison d'être : l'économie mercantile et le salariat. Tant que les hommes seront contraints de se vendre ( et quels que soient le nombre ou la qualité des voitures ou des chaînes H.F. qu'ils achètent en retour ), ils seront dépossédés de leur vie, à l'usine comme à la caserne, et comme ailleurs. En ce sens le mouvement communiste est le seul « anti-militarisme » radical. Il n'attaque pas l'armée ni les autres composants de l'Etat parce qu'il y verrait la cause profonde des horreurs que nous vivons : mais parce qu'il faut détruire ces structures engendrées par la société

capitaliste pour détruire le capital lui-même. La société a produit l'armée : la destruction de l'armée en tant que telle est indispensable si l'on veut détruire cette société. Le capital est à la fois partout et concentré en quelques points essentiels, -- dont l'appareil d'Etat. La révolution le détruira donc en l'attaquant partout, enlevant aux biens et en particulier au travail leur qualité de marchandise, supprimant les contraintes de l'échange sur la production et la vie. Mais elle le détruira aussi en se concentrant sur les points vitaux où lui-même concentre ses forces. Seul ce double mouvement dont chaque aspect est la condition de l'autre, abattra le capital. Finalement, tout est à détruire dans l'armée, de même que tous les autres aspects de l'Etat ( parlement, etc. ). La révolution ne se sert pas de l'Etat actuel modifié, elle le détruit. Elle ne cherche pas à rendre l'armée « populaire » ou le parlement « ouvrier ». L'organisation qu'elle doit se donner pour vaincre est autre.

Un prolétariat même résolu affrontant l'armée actuelle ( c'est à dire en pleine possession de ses moyens ) serait condamné à l'échec. Son problème n'est ni de créer par avance une armée rivale, ni de conquérir l'armée bourgeoise. Il n'y aura pas d'un côté l'armée adverse et de l'autre notre armée, mais formation d'une force armée révolutionnaire tendant à s'unifier à partir du prolétariat et d'une partie de l'armée bourgeoise. Plus le mouvement révolutionnaire sera combatif et déjà organisé, plus il décomposera l'armée ennemie.

Il est tout à fait normal que ceux qui défendent la société actuelle un peu améliorée ( le plus souvent par leur propre participation, au pouvoir ) soutiennent également ses aspects les plus monstrueux, à commencer par l'armée. Le PC se fait plus militariste que les militaires pour être reconnu par la bourgeoisie et accéder à la gestion de l'Etat français : loin de nous en indigner, nous lui décernons une fois de plus un brevet d'anti-communisme forcené. C'est un paradoxe de notre époque que tous protestent contre l'omnipotence de l'Etat mais veulent en même temps le renforcer ( pour nous protéger bien sûr ). Partisans d'un salariat démocratisé, les partis, les syndicats et les gauchistes sont aussi pour tout ce qu'il implique. Armée puissante et guerre sont pour eux condamnables lorsqu'elles sont « capitalistes », mais positives lorsqu'elles vont dans le sens de la démocratie ou de la « Libération nationale ». Pourtant tout conflit entre Etats est aujourd'hui anti-communiste. A la rigueur, certains conflits du 19e siècle contribuaient à diffuser le capitalisme et servaient donc indirectement le mouvement prolétarien. A notre époque, les guerres ne servent qu'à résoudre les problèmes du capital en fractionnant le prolétariat en autant de morceaux opposés qu'il y a d'Etats ou de blocs en lutte. Le prolétariat n'a pas de patrie. Encore moins aujourd'hui qu'en 1848 : de plus en plus, les ouvriers allemands, italiens, français, maliens, etc., ont les mêmes patrons. Là bourgeoisie a souvent prouvé qu'elle se désintéressait de l'intérêt « national », préférant perdre une guerre plutôt que risquer une crise sociale. Le prolétariat a tout à perdre s'il ramasse le drapeau national que la bourgeoisie jette dans le fossé. Mais les mêmes qui dénoncent les brimades à la caserne applaudissent au massacre vietnamien ou réclament une « véritable formation militaire ».

Les mots perdent presque leur sens lorsque les capitalistes sont socialistes et les socialistes capitalistes. Justifier l'armée et la guerre au nom des travailleurs, voilà un acte contre-révolutionnaire aussi utile au capital que les ordinateurs du Pentagone, et que le communisme combat au même titre. De l'Allemagne de 1919 au Chili de 1973, l'expérience montre que l'armée ne joue son rôle contre-révolutionnaire que dans un système de forces politiques où collaborent les organisations du « mouvement ouvrier » : directement, comme clé de voûte de la répression ( Allemagne ) ou indirectement, en désarmant idéologiquement le prolétariat avant la répression ( Chili ). Il n'y a pas de lutte conséquente contre l'armée sans lutte contre les partis de gauche et les syndicats. On peut en déduire qu'il est absurde et criminel de chercher leur appui contre l'armée.

L'antimilitarisme a lui aussi ses images d'Epinal. Au lieu de montrer les contradictions et les faiblesses de l'antimilitarisme passé et présent, le gauchisme replace l'agitation actuelle dans la continuité d'une « glorieuse tradition » prolétarienne et séculaire. Au lieu d'en faire ressortir les ambiguïtés, les impasses, il en valorise les aspects spectaculaires. Comme toujours, il embellit l'héritage pour mieux se présenter en héritier. A l'armée bourgeoise, chacun oppose ensuite son idole qu'il Armée rouge de Trotsky, qui la colonne Durruti, etc.

L'histoire des mouvements contre l'armée inciterait plutôt à une autre démarche. Les exemples ne manquent pas de révoltes antimilitaristes au sein de l'armée. En 1956, les manifestations de rappelés ( rappelés par le gouvernement SFIO ) échouèrent dans l'isolement. La guerre d'Algérie engendra divers mouvements subversifs dans l'armée, qui furent réabsorbés dans le cadre de l'antifascisme. La défense de l'Etat « républicain » liquida rapidement les actions spontanées des appelés contre les officiers lors du putsch avorté des partisans de l'Algérie française. Il ne s'agissait pas de se battre contre l'armée ou l'Etat, mais contre la politique d'une partie de l'armée opposée à la politique officielle de l'Etat. Le soutien à une fraction « démocratique » de l'Etat contre sa fraction « fasciste », principe même de l'antifascisme, était pratiqué par des méthodes parfois radicales et antihiérarchiques, mais son contenu restait le même. Après les mouvements des lycées et CET en 1973 autour des sursis, l'agitation actuelle passe de la périphérie au centre du problème. C'est l'institution militaire qui semble remise en cause à travers une critique des conditions de vie des appelés. Or, là encore, on assiste à un mouvement très contradictoire.

La violence militaire ( c'est à dire la violence par les armes ) sert autant à construire qu'à détruire, à consolider un groupe ou une société qu'à trancher par la force un conflit qui ne peut se résoudre autrement. La violence n'est pas seulement un rapport entre deux camps opposés, mais aussi et surtout un rapport à l'intérieur de chaque camp. Comme toute activité collective, l'usage commun de la violence ou la préparation à son emploi crée une relation sociale entre tous ceux qui y participent, et entre eux et la société dans son ensemble. Cela est vrai de la « violence révolutionnaire » comme de la « violence contrerévolutionnaire ». En outre, la violence exerce une fonction sociale à tout

moment, directement ou indirectement. Par la menace qu'elle faisait peser en mai-juin 1968, l'armée a joué un rôle de frein, bien qu'elle ne soit pas intervenue elle-même. Montrer la force pour ne pas avoir à s'en servir : la violence potentielle est aussi réelle que la violence effective, mais à un autre degré. L'existence d'une armée permanente sert à prévenir en permanence les insurrections prolétariennes, bien que celles-ci soient évidemment rares.

Le rapport entre l'armée, et la société, et en particulier l'existence et la forme du service militaire, ne dépendent pas que de la conjoncture, mais aussi de l'évolution propre à chaque grand pays capitaliste, et surtout de la façon dont se sont déroulées sa révolution bourgeoise et la formation de son Etat national.

Les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont tour à tour introduit, supprimé, introduit à nouveau puis supprimé la conscription depuis la guerre de 1914-8. En France, la conscription s'est peu à peu étendue à toutes les classes sociales au cours du 19<sup>e</sup> siècle, mais surtout de 1871 à 1914. L'armée a pris un caractère national dès la révolution française parce que certaines couches populaires ou « plébéiennes » ( sans culottes ) y ont joué un rôle politique direct, alors même que la guerre contre les autres pays d'Europe obligeait à mobiliser de grandes masses selon des principes nouveaux ( levée en masse, amalgame, réquisition ) qui transformaient également l'art de la guerre ( attaques de tirailleurs en ordre dispersé ou en colonnes contre les lignes des armées traditionnelles ). Représentation mystifiée d'une société unie, l'armée apparaissait comme symbole et miroir d'une réalité nationale authentique. Pourtant la bourgeoisie a longtemps résisté à l'universalité du service militaire, souvent soutenue par les militaires souhaitant conserver à l'armée un caractère de caste. Elle refusait de renforcer une institution qui lui échappait. A partir du moment où l'armée ( comme l'Eglise ) se réconcilie avec l'Etat, la bourgeoisie ne redoute plus le service militaire universel, et le défend au contraire ainsi que l'armée. Chacun doit désormais risquer sa vie pour la nation quelle que soit sa classe d'origine. La féodalité fait d'un groupe social déterminé le porteur de la charge militaire : la nation moderne l'étend à tous. Sans tomber dans la légende chauvine du « militarisme prussien », on peut comparer avec la révolution bourgeoise allemande où la pression des luttes ouvrières a été un facteur beaucoup plus secondaire. L'Etat et l'armée y apparaissaient comme des forces coupées de la société, et à l'inverse, les travailleurs faisaient figure d'ennemis qu'il fallait tenir à l'écart de l'institution militaire. Il n'y avait pas vraiment de service universel en Allemagne en 1914. De ce point de vue l'armée impériale était nettement inférieure à la Wehrmacht qui bénéficiera de la « révolution populaire » de 1933, liant vraiment l'armée au pays : Les armées italiennes et russes souffraient elles aussi en 1914-18 de la coupure entre le peuple et la caste militaire. La révolution bourgeoise allemande s'était faite bien plus « par en haut » qu'en France où l'intervention persistante des ouvriers et de la petite bourgeoisie dans la politique entraînait leur intégration à une vie nationale, surtout après la Commune. C'est pour cette raison que le service national ( S.N. ) n'est pas près de disparaître en France malgré l'évolution des armées et les types prévisibles de conflit.

La socialisation capitaliste a d'abord rendu possible et nécessaire une armée nombreuse, puis une armée moins nombreuse mais appuyée par l'effort de toute la nation : c'est le cas actuel. Or, il y a problème d'adaptation en France ( et non aux Etats-Unis par exemple ) parce qu'en France la nation armée, comme force idéologique et encadrement des hommes, par le service militaire, a joué un rôle considérable. Personne ne se dresse jamais contre une situation parce qu'elle est oppressive, mais parce qu'elle est en crise, révélant ainsi ses points faibles et éventuellement son arriération. Comme le notent la plupart des observateurs, il y a crise du service militaire parce qu'il y a contradiction entre sa fonction sociale et l'évolution des conflits modernes.

C'est le capital qui liquide les bases de la famille et de la morale bourgeoise, entrées en crise parce qu'elles n'apportent plus la protection nécessaire à un individu de plus en plus isolé. L'armée peut d'autant mieux se présenter comme communauté de substitution que d'autres font faillite. Mais le SN est lui aussi menacé. Comment convaincre de la nécessité d'une formation militaire alors que les conflits futurs n'engageront dans les combats proprement dits qu'une partie de l'armée, dont une faible proportion d'appelés ? Le mécontentement, et son expression dans les casernes seraient impossibles sans cette perte de « signification » du SN, ressentie surtout dans l'infanterie, aussi bien par les officiers que par la troupe. On ne peut cependant pas conclure que le SN soit aujourd'hui caduc du point de vue du capital. Les appelés pourront se battre : la force territoriale combattrait en cas d'invasion. Moyennant quelques réformes et une idéologie plus « nationale » que militaire, l'armée a donc les moyens de valoriser le SN en le rendant à la fois plus justifié et plus attirant. Par conséquent, l'indifférence d'une partie des jeunes face à l'armée n'est pas uniquement positive : c'est aussi une réaction individuelle et une tolérance de la réalité militaire. C'est plus une fuite qu'un refus.

A notre époque, le SN perd tout caractère d'ouverture sur le monde, : ce n'est plus une promotion pour un jeune de quitter son village ou sa ville pendant un an alors qu'on voyage facilement d'un pays à l'autre. La contradiction du SN en tant que rouage d'une société est donc également vécue comme absurde par beaucoup d'appelés. Ce qui importe ici, c'est que cette crise a un effet double. D'une part, elle engendre une action revendicative des soldats, plus visible en France que dans d'autres pays, mais générale. On sait que de multiples réformismes se sont ajoutés au réformisme ouvrier classique, témoignant autant de la diffusion de capital dans tous les aspects de la vie sociale que de sa crise. A son tour l'armée devient un lieu de revendications particulières et donc un « secteur d'intervention » pour gauchistes. D'autre part, la nature de cette crise appelle un rôle plus grand des solutions de gauche ( démocratie, participation ). Peu importe qui ( gauche ou droite ) les appliquera : elles ne seront d'ailleurs jamais vraiment appliquées.

On dit que le SN est contre-révolutionnaire par l'embrigadement qu'il exerce et la discipline à laquelle il conditionne. Mais que penserait-on si quelqu'un prétendait expliquer le capitalisme par le despotisme d'entreprise comme si l'autorité était le facteur ( et donc l'ennemi ) principal ! Comprenons plutôt l'armée à partir de ce qu'elle produit et de sa façon de le produire. Le SN est

dangereux en ce qu'il organise une collectivité autour d'une pratique commune : l'apprentissage de la violence militaire. Qu'il règne ou non une idéologie anticomuniste ( qui n'est pas plus anti-communiste que celle du PC d'ailleurs ) ou de grossiers préjugés réactionnaires est secondaire. L'institution fonctionne ( et fonctionnera ) d'autant mieux que les aspects les plus voyants de son militarisme s'estompent et qu'elle se présente comme une grande équipe où tout le monde participe de la même activité, sans brimade ni propagande excessive.

En tant qu'exaltation de l'esprit de conquête et de la prééminence de l'armée dans le pays, le militarisme a fait son temps. On ne glorifie plus les vertus guerrières en tant que telles. Il n'y a nulle part de ministère de la guerre : on ne s'occupe plus que de défense. Le militarisme traditionnel ( « à la prussienne » ) était nécessaire lorsque les jeunes Etats capitalistes étaient encore trop récents pour que la cohésion nationale soit un fait acquis. De même l'idéologie capitaliste conservatrice ( bien travailler, obéir au patron, rester à sa place ) était nécessaire tant que le capital n'était pas omniprésent pour faire travailler les ouvriers du seul fait de son existence. Le militarisme d'avant 1914 est revanchard et agressif : celui d'avant 1939, dans la France du Front populaire comme dans l'Allemagne nazie, fait passer l'aspect proprement, militaire au second plan derrière la nation et l'intérêt des travailleurs. Au fur et à mesure de son développement quantitatif et qualitatif, le capital rejette ses aspects dépassés et intègre des forces d'opposition. Après s'être servi du cléricalisme au 19e siècle, il devient laïc : dès lors tout combat pour la laïcité est non seulement désuet, mais renforce les formes plus avancées du capital. Il n'y a plus de place aujourd'hui pour le militarisme au sens strict. Le militarisme se confond complètement avec la démagogie ouvriériste et populiste. La seconde guerre impérialiste a d'ailleurs été menée dans les deux camps au nom de la défense des intérêts des travailleurs et des peuples, voire du socialisme contre la barbarie. Les seuls à tenir ouvertement un langage nationaliste traditionnel sont en France l'extrême droite et le PC : dans les deux cas, il se double d'une idéologie populaire et sociale. S'en prendre au militarisme comme cible privilégiée, prôner l'anti-militarisme, c'est comme s'acharner à combattre la religion ou le despotisme. On couvre ainsi les vrais ennemis et les véritables tâches d'une révolution communiste.

L'antimilitarisme comme politique n'existerait pas si l'armée, en tant qu'institution spécifique, n'engendrait pas un certain type de relation incluant une oppression et donc une réaction. La nature de la vie militaire impose des contraintes auxquelles les appelés et les engagés ont résisté de tout temps. Collectivité par définition, l'armée suscite automatiquement des réactions collectives. Les soldats se débrouillent pour échapper aux contraintes; parfois, ils les refusent. Il est bien évident que la lutte immédiate est la condition première de tout le reste. Là comme ailleurs, un prolétariat incapable de résister aux empiétements du capital prouverait par ce fait son incapacité à faire la révolution. Mais ce principe n'est exact que relié à un second : c'est seulement en allant au delà d'une simple résistance, en faisant autre chose, que l'activité immédiate s'attaque aux fondements de la société.

A propos de l'armée comme de la vie en usine, toute conception ou tout groupe mettant en avant la moindre démagogie, le moindre chantage à l'horrible, montre par là qu'il n'est pas révolutionnaire. Il est évident que les soldats ont comme les ouvriers des revendications élémentaire. Le problème du mouvement révolutionnaire n'a jamais consisté à les mépriser au nom de « la révolution ». Mais il s'agit de savoir comment elles peuvent ou non être satisfaites. Le seul critère permettant de déterminer si la satisfaction d'une revendication fait ou non avancer le mouvement communiste ne réside pas dans un degré quelconque de « radicalité » intrinsèque à cette revendication, mais dans ce seul élément : la lutte pour la revendication puis son éventuelle satisfaction placent-elles le prolétariat sous la dépendance idéologique et matérielle du capital, ou au contraire permettent-elles une organisation et une action ultérieure sur des bases de classe ? C'est ainsi que la gauche communiste posait la question des grèves de Juin 1936. Cette position est étrangère à tout radicalisme superficiel rejetant les luttes immédiates comme insignifiantes. Par exemple, il est vrai qu'il faille parfois savoir terminer une grève lorsque les revendications principales ont été satisfaites. Qu'un politicien ait mis cette vérité au service de son parti contre-révolutionnaire ne change rien à l'affaire. On dira que les grèves de 1936, malgré leur ampleur et leur profondeur, ont finalement renforcé le capital parce qu'elles se sont conclues par une intégration idéologique des ouvriers à l'État capitaliste.

Il est exact que les mouvements dans la production sont d'une grande importance pour la révolution où les ouvriers joueront un rôle décisif. Pourtant, le principe exposé ci-dessus reste valable. De même, l'importance de la question militaire et donc la capacité des révolutionnaires à gagner une partie de l'armée et à en neutraliser une autre partie pour pouvoir affronter militairement le reste, n'efface pas la différence entre réforme et révolution. La résistance à l'oppression militaire durera tant qu'il y aura des armées. Mais le passage de cette agitation à une action révolutionnaire n'est ni le résultat d'un mot d'ordre miraculeux posant les problèmes généraux de la société à partir des problèmes particuliers de l'armée, ni le fruit de l'intervention d'une avant-garde. Il ne dépend pas plus de l'action des soldats que la transformation d'une lutte revendicative en action révolutionnaire ne dépend des ouvriers qui en prennent l'initiative. Dans un cas comme dans l'autre, cette mutation découle du contexte général de la société. Tant pis pour ceux qui cherchent un levier pour soulever le monde. Les intérêts réels du prolétariat ne peuvent être défendus aujourd'hui par personne ni aucune organisation, mais par une rupture nécessairement violente avec tous les pouvoirs, gouvernements, partis, syndicats, etc. Son déclenchement et son dénouement ne dépendent pas de l'initiative des minorités révolutionnaires, bien que leur action y contribue.

A sa racine, l'antimilitarisme spontané est une tentative collective pour échapper ou adoucir les obligations imposées par la caserne. L'armée vise à fusionner un ensemble d'individus hétérogènes en un tout cohérent. Cette cohésion est d'une part le fait d'une action commune, d'autre part elle est renforcée par une série de mécanismes précis prévoyant chaque détail de cette vie collective. Le règlement minutieux pèse d'autant plus sur les soldats que l'activité commune est faible, et d'autant moins qu'ils font effectivement

quelque chose. Le reproche le plus fréquent adressé au SN est qu'on y perd son temps. Le plus souvent, le temps passé en camp ou en exercice apparaît moins fastidieux bien que plus fatigant. Dans ces conditions, de nombreux aspects de l'antimilitarisme latent, non seulement ne remettent nullement l'armée en question, mais contribuent à créer un lien commun et un esprit de groupe entre des gens issus des horizons les plus divers et qui ne sont réunis là que par le hasard. Ces liens renforcent l'armée en tant qu'équipe et sa capacité d'agir y compris au combat. Le règlement n'est pas absurde : ce qui serait absurde serait de l'appliquer mécaniquement. Sans la réaction des soldats, les officiers en seraient incapables. Non seulement la protestation contre les « absurdités » de la vie militaire aide à la supporter ( comme le chahut des écoliers ), mais elle l'adapte aux personnalités et aux originalités propres aux soldats, et que l'encadrement ne pourrait ni prévoir ni organiser. Transgressant ce que les règles comportent inévitablement de trop général et donc d'inapplicable, elle annule les incohérences et rend l'armée plus homogène.

L'armée est un rapport social qui inclut nécessairement la réaction de la troupe. Son plus grand danger serait d'avoir une troupe passive et sans imagination.

Dans l'usine, parallèlement à la hiérarchie officielle, il existe souvent une organisation « informelle » née des nécessités de la production et agissant en marge de « l'organisation scientifique du travail ». Certains y ont vu le germe d'une autre organisation de la production et d'une gestion ouvrière. Mais cette organisation informelle est un pur produit du capitalisme : elle complète l'organisation bureaucratique du travail et pallie à ses inévitables défauts. Le capital ne tournerait pas si à chaque instant les ouvriers ne faisaient pas preuve de fantastiques capacités d'invention. Organisant la production par en haut, il néglige une foule de détails et de questions que les travailleurs sont contraints de résoudre eux mêmes. Mais l'organisation qu'ils se donnent pour cela est une fonction du capital. Pour jouer un rôle révolutionnaire, les prolétaires ne peuvent pas s'en servir en tant que telle. Certes, il y a un lien : mais c'est à la fois à partir d'elle et contre elle qu'ils peuvent se dresser contre le capital. L'activité servant à échapper aux contraintes militaires sert elle aussi à cimenter l'armée : elle lui est indispensable. Dans tous les cas, l'action révolutionnaire est plus que le simple prolongement de la revendication. Elle en vient et en même temps rompt avec elle. La révolution n'est pas plus en germe dans chaque assemblée de soldats que dans chaque grève.

Une caserne n'est pas une usine. L'armée ne fabrique pas un produit comme une entreprise normale. Son produit, c'est elle même. L'entreprise ne considère son personnel que comme moyen. Les soldats sont à la fois la matière première et le produit final du travail de l'armée. Son objectif est de les former, de les encadrer. Il faut donc qu'ils lui appartiennent au maximum. Le réformisme ouvrier peut s'organiser dans des syndicats. Il ne peut exister dans l'armée ni structure de concertation ni organisation-tampon entre les soldats et l'institution elle même. Dans la vie civile, le totalitarisme se disperse sur de multiples plans : le travailleur est successivement pris en mains par



l'entreprise, par les loisirs, par la famille, etc., et qui laisse une relative autonomie. L'armée doit au contraire concentrer son totalitarisme : elle dispose de la totalité du temps des soldats et organise l'ensemble de leur vie pour les fondre en un moule unique. Sans être plus despotique que la vie civile, elle ne peut se permettre de tolérer une marge d'autonomie illusoire. D'où le radicalisme à la fois apparent et réel des luttes immédiates qui s'y déroulent, et le rôle des groupes et partis de gauche comme porte-parole des soldats.

L'armée est une contre-société utopique. Bien des officiers ne sont pas moins naïfs que les partisans des « communautés » actuelles. Tout irait bien si l'on pouvait aller toujours en camp et s'activer. La rupture entre la vie collective et le reste de la société, ainsi qu'à l'intérieur même de la vie militaire la rupture entre temps mort et activité, sont fatales à la « communauté » militaire. La société militaire n'échappe ni à la réalité de la société civile atomisée, ni aux effets de l'argent, bien qu'elle se veuille en dehors des considérations marchandes : faute de crédits, on s'ennuie à la caserne.

Il y a donc place pour un réformisme militaire dont les gauchistes et la gauche vont tirer profit au début. Au moins dans un premier temps, les soldats privés d'expression laisseront les groupes politiques servir d'intermédiaires avec l'État. Bien qu'il soit difficile d'évaluer les informations disponibles, il semble que l'agitation ne soit pas le fait d'une minorité très isolée. La capacité d'organisation et d'action dont font preuve les appelés n'est pas en soi un gage d'activité radicale ou un signe positif, si elle aboutit uniquement au para-syndicalisme militaire que veulent mettre sur pied les groupes d'extrême-gauche et le PC. Mais dès maintenant, une fraction des soldats refuse les revendications du CDA et de l'Appel des Cent, craignant que leur satisfaction même partielle serve à renforcer l'armée en la rapprochant des appelés. A moins de luttes sociales dures sur une vaste échelle, l'agitation est donc condamnée à rester organisée et exprimée par le réformisme, bien qu'une minorité limitée et sans doute silencieuse rejette ces illusions. Elle sait que ( comme pour les ouvriers ) les concessions seront payées d'une participation accrue des appelés à une armée assouplie, donc plus dangereuse encore. Toute clarification en direction de ces éléments joue un rôle considérable. Bien qu'ils n'en aient pas une conscience claire, la constitution de noyaux radicaux dans l'armée est l'une des conditions indispensables à la préparation d'une force militaire révolutionnaire, et du défaitisme révolutionnaire en cas de guerre ( par exemple entre l'est et l'ouest, impérialiste l'un comme l'autre ).

La force de l'armée ne réside pas dans son embrigadement des jeunes, mais dans sa fonction qui intègre l'aspiration communautaire en la faussant. Elle utilise autant cette tendance à son profit que la politique qui en fait le plus large usage, prétendant briser l'isolement des individus par une participation à une activité commune, à un changement collectif. Le capital est plus anti-communiste lorsqu'il s'approprie l'être même des ouvriers et anéantit toute velléité de révolte, que lorsqu'il les fait matraquer par sa police.

Les partisans d'un syndicalisme militaire se greffent sur l'antimilitarisme spontané comme organisateurs professionnels des luttes des autres. Mais il

existe aussi un courant souvent actif et résolu qui fait de l'antimilitarisme son idéologie et sa pratique favorite. Il va de l'objection de conscience à l'insoumission en passant par l'agitation dans les casernes. Certaines activités de ce type sont subversives, d'autres non, et parfois franchement néfastes ( propagande non-violente ). La question est de savoir si l'on peut séparer la question militaire du reste : la question sociale. Les antimilitaristes qui se définissent d'abord comme tels ( comme les ouvriers qui se veulent à tout prix « ouvriers » et se replient sur l'usine ) rejettent une forme de domination, un aspect du capital, ce qui implique pratiquement, qu'ils en acceptent les autres. Se vouloir d'abord antimilitariste est aussi irréal qu'être « contre l'État » ou l'« autorité ». Les conditions de vie à la caserne ne sont pas pires qu'à l'usine. Vaut-il mieux travailler deux ans en usine pour ne pas donner un an de sa vie à l'État ? Certains antimilitaristes croient être plus « utiles à la société » en travaillant qu'en allant à l'armée. Or les prolétaires ne choisissent pas à quelle production sociale ( nécessaire ou nuisible ) ils vont participer. Ils sont dominés par la rationalité du capital cherchant à se valoriser.

Certes, tous les antimilitaristes spécialisés dans cette activité ne tombent pas dans ce piège. Souvent leur action reste malgré tout confuse. « L'ennemi est dans notre propre pays » est une vérité profondément révolutionnaire, mais elle n'épuise pas le sujet, qu'il faut envisager dans son ensemble. Comprendre la nature réactionnaire des guerres n'est rien si l'on n'expose pas en même temps comment la révolution détruira l'armée. Même un révolutionnaire de la trempe de K. Liebknecht, agitateur courageux, faisait mal le lien entre lutte contre l'armée et insurrection prolétarienne. Il n'hésita pas à se lancer dans l'assaut prématurée de janvier 1919, mais hésita ensuite à tenter une retraite qui aurait au moins sauvé ce qui pouvait l'être encore. La position ne peut être révolutionnaire qu'à condition d'être globale.

La IIIe République a accordé à tous le droit et le devoir de faire partie de l'armée. La généralisation du service militaire après celle du droit de vote faisait de chaque individu un citoyen. Le programme militaire de la gauche et du mouvement ouvrier n'a pas fondamentalement varié : il se résume depuis cent ans à l'intégration toujours plus profonde de l'ouvrier dans la nation, en tant que producteur, électeur, et soldat. Pour Jaurès, le système des milices crée une armée bonne seulement pour la défense, non pour l'agression : donc, plus de guerre ! Il consiste à mettre la préparation militaire au niveau de la ville, du quartier, de l'activité quotidienne, réalisant une synthèse de la vie civile et de la vie militaire, puisqu'il veut fonder l'armée sur les unités territoriales et sociales du pays, au lieu d'en faire une institution séparée, C'est le principe du totalitarisme démocratique repris aujourd'hui par la gauche et les gauchistes : faire organiser par les intéressés leur propre exploitation et leur propre embrigadement.

Lutte Ouvrière demandait en 1973 que le service militaire s'effectue dans les cadres de la vie sociale : quartier, entreprise, école., etc. C'est implanter la vie militaire au coeur de la vie civile. On enracinerait ainsi l'armée dans le quotidien. Les maoïstes n'en demandent pas davantage avec leur armée « populaire ». Cette propagande parfaitement cohérente avec la tentative du

capital de se démocratiser, de descendre au niveau des masses et d'occuper tout l'espace social au nom de la globalité des problèmes et de la destruction des cloisonnements bureaucratiques ou de « classe ». Comme la religion, l'armée devait être autrefois extérieure à la société, et ses officiers apparaître sur un piédestal : d'où les revues et le comique troupier. Elle se mettait en spectacle pour en imposer. Aujourd'hui d'autres formes de « spectacle » imbriquées dans la vie quotidienne sont venues la relayer. Elle ne tire plus sa force de ce qu'elle s'oppose à la société, mais de ce qu'elle prétend vivre en symbiose avec elle. La perte de prestige du service militaire s'accompagne de nouvelles mythologies plus immédiates et plus dangereuses pour la révolution. Après l'instituteur, le curé et le médecin, le militaire apparaît désormais comme un homme comme les autres, souvent un technicien. L'armée s'était complus dans son extériorité : elle cherche maintenant à se faire reconnaître.

La contradiction de l'armée -- comme de l'État en général mais à un degré bien supérieur -- est qu'elle ne peut réaliser cette mutation en raison de sa fonction. Lorsque, pour des raisons historiques, l'armée vit au niveau de la population ( Chine actuelle ), elle n'en resté pas moins un corps séparé et intervient comme tel dès qu'il le faut : ainsi dans « la révolution culturelle » pour remettre les ouvriers à la raison. Bref, l'armée demeure la force militaire de l'État, lui même force centralisée de la société capitaliste. L'État est la force concentrée du capital, la politique est l'existence à tous les niveaux de structures de pouvoir factice où s'épuisent les contestations. De même l'armée est 1) une concentration de force militaire, et 2) un encadrement potentiel quadrillant la société, Au contraire de la politique qui est union par la médiation, la guerre se présente comme l'union par la destruction de l'adversaire. Mais elle cède à son tour la place à la politique lorsqu'elle a rempli son rôle. Il existait autrefois des institutions spécialement chargées, par leur isolement et leur vie propre, d'exercer une action de contrôle sur la société : par exemple l'armée et les écoles normales primaires. Aujourd'hui cette séparation tend à disparaître puisque le capital unifie lui même partout directement la société par son réseau de marchandises.

L'organisation de la violence armée porte à son apogée le développement économique et social pour en tirer le maximum, tout en restant elle même séparée. Les limites de la militarisation sociale sont probablement assez étroites. Le cas chinois n'est guère généralisable. Le capital tend au monopole, la société capitaliste tend à la centralisation étatique. La diffusion du capital dans tous les pores de la société se heurte à des contradictions insurmontables. Le capital est loin d'être unifié : à l'échelle mondiale et dans chaque État. C'est même l'action permanente de résistance prolétarienne au capital, y compris sous les formes les plus embryonnaires et dévoyées, qui interdit au capital de réaliser le « peuple en armes » autrement que dans des circonstances exceptionnelles. Cet idéal gauchiste et jaressien reste donc ( comme la société entièrement permissive ) une des facettes de l'utopie capitaliste, aussi irréalisable que son symétrique exact : la société entièrement totalitaire du type 1984.

La proposition du général Picot en 1970 d'un service civique avec peu d'officiers et « un million d'hommes présents sous les drapeaux trois semaines pendant l'été et en campagne toujours », véritable « force de dissuasion populaire », employant directement les ressources humaines et technologiques du pays sans passer par un corps spécialisé, est difficilement applicable. Il faut faire la part de l'idéologie -- y compris comme force matérielle -- sans oublier pour cela la réalité de l'État et les tâches qu'elle pose à la révolution. Des officiers avaient déjà proposé de régionaliser la DOT, en organisant les classes dans des centres ou unités de la région d'origine. Le PC veut régionaliser les unités d'active et de réserve « pour permettre une liaison permanente de la population de l'armée ». La gauche est mieux placée grâce à sa base sociale pour enraciner l'armée dans la population. Mais la contradiction demeure entre l'implantation sociale et la concentration des moyens militaires.

Malgré tout, ces tentatives jouent d'ores et déjà le même rôle que la participation et l'autogestion. Bien sur l'autogestion n'existe pas plus que la démocratisation de l'armée : mais dans la mesure où elles répondent ( même de façon fausse ) à un besoin profond, elles servent à détourner les agitations sur une voie de garage, le temps de reprendre les choses en mains. De telles réformes sont plus que de la « propagande », elles n'appartiennent pas au seul domaine des idées. Elles jouent un rôle dès lors qu'elles sont acceptées pratiquement par des agitations dans des entreprises ou dans l'armée. Après tout, le réformisme dans son ensemble a fait faillite depuis 1914. Guerres et crises prouvent à l'évidence son caractère illusoire : cela ne l'empêche pas de jouer précisément son rôle lors de chaque guerre ou crise pour bloquer l'évolution vers des positions radicales.

Le gauchisme ( trotskyste, maoïste, anarchiste ) reprend à son compte la conception classique théorisée par Bernstein mais pratiquée par tout le « mouvement socialiste » : le socialisme, c'est la démocratisation la plus poussée possible, c'est la démocratie totale ; en somme la révolution bourgeoise est infiniment perfectible. Si l'on parle encore de révolution, c'est pour l'assimiler à une gigantesque démocratisation de toute la société. En attendant, les « conquêtes démocratiques » représentent une gigantesque préparation à la révolution, parce que tout droit démocratique est une brèche dans le système existant : à l'armée comme à la télévision. Il faut conquérir des parcelles de pouvoir et les étendre à toute la société : la révolution n'est qu'un grand moment de ce processus graduel.

La défense pure et simple du SN est la conséquence logique de cette politique. Soutenir l'armée actuelle contre une autre supposée plus réactionnaire, est tout à fait logique dès qu'on soutient certains aspects positifs de l'État capitaliste contre d'autres. On pourrait aussi préférer la paix à la guerre : mais la paix capitaliste prépare la guerre capitaliste. On sait ce qu'a fait l'armée chilienne « attachée la démocratie » et « liée au peuple ».

La conscription vaut-elle mieux que le volontariat ? Le problème est ailleurs. Passons sur la naïveté consistant à demander à l'État le droit d'apprendre à se servir des armes... pour l'abattre : il suffisait d'y penser. Il ne s'agit pas de

savoir si le contingent est moins réactionnaire que l'armée de métier, puisque l'armée de métier existe déjà. En 1972, le personnel de carrière ou sous contrat constituait 34% de l'armée de terre, 61% de l'aviation et 76% de la marine : seuls 30% des appelés servait dans des unités combattantes. Chacun sait que l'armée de métier tiendra le rôle essentiel dans la contre-révolution militaire. Quand à l'activité révolutionnaire au sein des appelés, sans être nulle, elle est limitée. L'éclatement du militarisme par l'intérieur ne survient que ans une crise sociale totale avec apparition d'un double pouvoir politique et d'une force armée révolutionnaire parallèle à l'armée bourgeoise et indispensable à sa désagrégation ( Russie, 1917 ). On pourrait croire que les ouvriers, parce qu'ils assurent le processus matériel de la production ( au contraire des capitalistes ), n'ont qu'à se dresser et utiliser leur fonction sociale pour le capitalisme ( mythe de la grève générale expropriatrice ). C'est oublier que les ouvriers ne produisent pas seulement des objets, mais aussi des rapports sociaux, et se reproduisent eux mêmes comme salariés et fonction du capital. De même les soldats sont plus que des « travailleurs en uniforme ». L'armée n'est pas un simple contenant dont le contenu resterait inchangé : c'est une structure matérielle et psychologique qui reproduit les militaires comme tels. On ne peut absolument pas faire de la participation des révolutionnaires à l'armée un principe et choisir pour cela une forme d'armée contre une autre. Cette position équivaut à soutenir l'armée ( capitaliste ) tout court, et c'est ce que font les défenseurs du SN. En 1972, la Ligue Communiste demandait « l'élargissement à toute la jeunesse » du SN et même « le droit au service militaire, pour les femmes ».

Gauche et gauchisme ont soin d'attirer bruyamment l'attention sur les chefs militaires et la hiérarchie « fascisante ». Mais qu'est l'armée sinon un reflet et un produit de la société civil ? Rappelons l'absurdité ignoble consistant à s'élever contre Massu -- et aujourd'hui Bigeard -- pour les tortures commises en Algérie sur l'ordre du gouvernement SFIO, alors qu'on, appelle dans le même temps à voter pour G. Mollet alors président du conseil. La gauche veut des officiers républicains, c'est à dire fidèles à l'État, qui ne massacrent que sur ordre du gouvernement ; c'est exactement ce que sont Massu et Bigeard, qui n'ont ( jusqu'à présent ) rien de factieux, et se sont tenus à l'écart de l'OAS. Ils en sont d'autant plus dangereux. Les attaques et vengeances ( compréhensibles ) désordonnées contre des officiers ont d'ailleurs les effets les plus néfastes. On l'a vu en Allemagne et en Italie en 1918-19. En s'attaquant systématiquement aux officiers traités de brutes et d'imbéciles, on ne fait que consolider leur esprit de corps et les dresser tous contre la révolution.

Toute guerre ( mondiale ou locale ) entre tout État ( grand ou petit ) est impérialiste dans le monde actuel, y compris les guerres nationales : toute guerre est anti-prolétarienne. On n'a pas assez remarqué le militarisme des gauchistes. Après avoir participé à la seconde guerre impérialiste baptisée « anti-fasciste », ils sont aujourd'hui partie prenante d'une troisième. Qu'était 1939-45 sinon un conflit impérialiste destiné à résoudre la crise de 1929 et à intégrer pour de bon le prolétariat ? Trente ans après, l'Europe est encore occupée militairement à l'est comme à l'ouest ( 300,000 soldats américains en

Allemagne où se trouve aussi l'essentiel de l'armée française, qui est donc une armée d'occupation ). Les maoïstes se réjouissent de la puissance nucléaire française qui renforce l'Europe aux dépens des USA et de l'URSS. La Ligue proposait qu'un « gouvernement des travailleurs » s'allie aux pays « socialistes » contre les USA. Les uns et les autres se vantent de leur participation à la Résistance. Toutes ces positions intégralement impérialistes se révéleront de plus en plus comme telles à mesure que les antagonismes deviendront plus aigus. Il n'y a aucune différence de fond entre ces positions et celles de Jaurès demandant une « armée nouvelle », ou le PCF exigeant en 1943 la levée d'un million d'hommes. Dès lors qu'on revendique une part de pouvoir politique, on se condamne à finir par défendre les intérêts du capital national français au nom des intérêts du prolétariat. On aboutit nécessairement à la défense de l'État et de son armée, et l'on conclut comme Thorez « Il y a un gouvernement, il doit y avoir une armée, une seule ; il doit y avoir une police, une seule. » ( Humanité, 3-2-45 )

Confronté au réformisme, le mouvement révolutionnaire n'exhorte pas à faire la révolution : il n'oppose pas des « principes » à la réalité. Il n'appelle pas à préparer la guerre civile révolutionnaire. Le seul « antimilitarisme de classe » concevable est celui qui inclut indissolublement l'affirmation 1) du caractère violent et organisé de la révolution, et 2) de son contenu communiste. Sinon la « guerre civile » peut très bien recouvrir une lutte interne à un même pays, mais entre deux formes d'État capitaliste ( Espagne, 1936-9 ). Même la dénonciation de l'« armée de classe » ne suffit pas : elle est reprise par le PC qui préconise une armée nationale, populaire, etc., au lieu d'une armée au service exclusif de la bourgeoisie.

Participant aux luttes des soldats et les appuyant comme ils peuvent les révolutionnaires renforcent les perspectives générales et renouent le fil du temps. La violence révolutionnaire n'est pas un « instrument » dont on se servirait. L'armée révolutionnaire n'est pas une armée au sens traditionnel. Le prolétariat a déjà trop fait l'expérience de l'antimilitarisme de façade, mais aussi du militarisme en son propre sein. Certes, le contrôle de la violence par le prolétariat ( comme les problèmes galvaudés du parti, de l'État, du pouvoir, des chefs, de la morale, etc.. ) découle de sa capacité à communiser le monde. Mais il y a interaction entre les deux. Le piège du militarisme peut accélérer le déclin d'un mouvement déjà faible. Inversement, une offensive résolue peut redresser une situation délicate et pousser à une reprise de mesures communistes concrètes. Il n'y a pas de déterminisme absolu. Rien n'est inévitable ni décidé d'avance.

Comprendre la contrainte historique et les conditions réelles n'est pas en faire une nouvelle entité au dessus des rapports sociaux et des relations humaines ( comme chez d'autres le « parti » ). Comme tout mouvement social, la révolution communiste sera contradictoire : reconnaître ses difficultés, c'est se donner les moyens de ne pas y succomber. En 1871, par exemple, l'insurrection latente des prolétaires est étouffée, et en fait battue, par le pouvoir politique qu'ils acceptent : la Commune élue. Ce pouvoir qui n'a en rien rompu avec le capitalisme ( ce n'est donc nullement la dictature du

prolétariat ) organise une lutte purement militaire contre Versailles et dissout les énergies révolutionnaires dans un front militaire, qui d'ailleurs ne se bat pas sérieusement mais use les éléments les plus radicaux dans des combats fragmentaires et sans objet. Il y a bien guerre civile, mais pas même le début d'une révolution sociale. C'est d'ailleurs la Commune qui relance l'idée du « citoyen-soldat ». Le même schéma se reproduit sur une plus grande échelle lors de la guerre d'Espagne. La guerre civile peut être une arme du capital, le moyen de faire se battre les ouvriers -- même organisés de façon plus ou moins autonome -- pour une autre forme d'État capitaliste. En 1918, Brest-Litovsk est un point crucial dans l'évolution du mouvement révolutionnaire et de la gauche communiste. La lutte militaire indispensable ne résume pas tout le programme communiste, elle n'en est qu'un moment. On ne peut pourtant pas en déduire que la question militaire se résoud toute seule. L'armée capitaliste et la création d'une force armée révolutionnaire posent des problèmes pratiques au mouvement communiste. Les nier, c'est revenir à un infantilisme de gauche. Bien que produit par la société, l'État ( et donc l'armée ) ne peut être anéanti seulement par une transformation généralisée des rapports sociaux : ou plutôt, cette transformation n'est possible que si l'on abat en même temps la puissance concentrée de la société. Il n'y a pas d'automatisme dans la disparition de l'État.

La légèreté est à la mode. Par exemple que fera-t-on des individus dangereux pour la révolution ? les laissera-t-on agir ? les tuera-t-on tous aussitôt pour s'assurer qu'ils resteront inoffensifs ? Il n'est pas exclu que la révolution ait aussi besoin de prisons. On dit que l'armée actuelle se ». Affirmons au contraire que l'agitation au sein de l'armée est capitale. Il n'est pas exclu que la révolution aussi ait besoin -- simple exemple -- de formations blindées. Par conséquent, si la révolution gagne l'ensemble d'un corps, il n'est pas obligatoirement néfaste qu'il reste organisé en corps pour intervenir en tant que tel. Rompre avec la guerre de front ne peut être synonyme d'un partisanat inefficace. Nous avons besoin, entre autres, de réfléchir à la façon dont pourra se passer la révolution. Cela permettra de ne plus être fasciné par la question militaire, ou de la négliger, ce qui aboutit au même.

La légende dorée de l'antimilitarisme est loin de la complexité de son histoire réelle. La démonstration de ses contradictions ébranle le mythe et révèle pourquoi les pseudo-révolutionnaires ont intérêt à le perpétuer. La gauche et le gauchisme tentent d'échanger la soumission et la participation du contingent à une troisième guerre mondiale contre quelques concessions, et d'acheter ainsi pour eux mêmes à la bourgeoisie une participation à son pouvoir. L'activité communiste est aux antipodes de l'agitation habituelle, -- ouvertement réformiste ou faussement violente --. C'est aussi le seul réalisme. On ne renforce pas les luttes des soldats en flattant, voire en encourageant les illusions réformistes. Renouer avec les véritables expériences insurrectionnelles, c'est aussi rompre avec l'antimilitarisme superficiel.